

---



---

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS**  
**WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

---

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

F. 1999 — 3919 [S - C - 99/15191]

**9 FEVRIER 1998.** — Loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne, signé à Paris le 26 janvier 1993 (1) (2) (3)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence spatiale européenne, signé à Paris le 26 janvier 1993, sortira son plein et entier effet.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING**

N. 1999 — 3919 [S - C - 99/15191]

**9 FEBRUARI 1998.** — Wet houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Europees Ruimte-Agentschap, ondertekend te Parijs op 26 januari 1993 (1) (2) (3)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Europese Ruimte-Agentschap, ondertekend te Parijs op 26 januari 1993, zal volkomen gevolg hebben.

**Art. 3.** Les dispositions de l'Accord du siège susmentionné à l'article 2 sont applicables à partir du 26 janvier 1993.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
E. DERYCKE

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Politique scientifique,  
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

—————  
Note

(1) *Session 1996-1997 :*

Sénat.

*Documents.* — Projet de loi déposé le 3 février 1997, n° 1-532/1. — Rapport, n°1-532/2. — Texte adopté par la commission, n° 1-532/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 16 juillet 1997. — Vote. Séance du 17 juillet 1997.

Chambre.

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, n° 1136/1.

*Session 1997-1998 :*

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 9 décembre 1997. — Vote. Séance du 11 décembre 1997.

—————  
Notes

(2) Conformément à son article 17, cet Accord est entré en vigueur le 4 octobre 1999 (entrée en vigueur internationale).

(3) Décret de la Communauté française du 5 mai 1999 (*Moniteur belge* du 22 octobre 1999). Décret de la Communauté flamande du 9 février 1999 (*Moniteur belge* du 20 mars 1999). Décret de la Communauté germanophone du 19 janvier 1998 (*Moniteur belge* du 14 mars 1998). Décret de la Région wallonne du 6 mai 1999 (*Moniteur belge* du 9 juin 1999). Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mars 1998 (*Moniteur belge* du 13 juin 1998).

—————  
ACCORD DE SIEGE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE

Le Royaume de Belgique,

et

L'Agence spatiale européenne, ci-après dénommée "l'Agence",

Vu la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne, ouverte à la signature à Paris le 30 mai 1975 et entrée en vigueur le 30 octobre 1980 (ci-après dénommée "La Convention") et en particulier ses articles VI. la, XV. 3, XIX et son Annexe I,

Rappelant que l'Agence a installé à Redu en Belgique une station de localisation, de télémessure et de télécommande qui fait l'objet de l'Accord signé le 19 avril 1966,

**Art. 3.** De bepalingen van het in artikel 2 vermelde Zetelakkoord worden toegepast vanaf 26 januari 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 februari 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
E. DERYCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Wetenschapsbeleid,  
Y. YLIEFF

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

—————  
Nota

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Senaat.

*Documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 3 februari 1997, nr. 1-532/1. — Verslag, nr. 1-532/2. — Tekst aangenomen in commissie, nr. 1-532/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 16 juli 1997. — Stemming. Vergadering van 17 juli 1997.

Kamer.

*Documenten.* — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 1136/1.

*Zitting 1997-1998 :*

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 9 december 1997. — Stemming. Vergadering van 11 december 1997.

—————  
Nota's

(2) Overeenkomstig zijn artikel 17, is dit Akkoord in werking getreden op 4 oktober 1999 (internationale inwerkingtreding).

(3) Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 9 februari 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1999). Decreet van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* 22 oktober 1999). Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 juni 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 14 maart 1998). Decreet van het Waalse Gewest van 6 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 9 juni 1999). Ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 maart 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 13 juni 1998).

—————  
ZETELAKKOORD TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIE  
EN HET EUROPEES RUIMTE-AGENTSCHAP

Het Koninkrijk België,

en

Het Europees Ruimte-Agentschap, hierna te noemen "het Agentschap",

Gelet op het Verdrag tot oprichting van het Europees Ruimte-Agentschap, voor ondertekening opengesteld te Parijs op 30 mei 1975 en in werking getreden op 30 oktober 1980 (hierna te noemen "het Verdrag"), en met name de artikelen VI. 1a, XV.3, XIX en Bijlage I,

In herinnering brengend dat het Agentschap in Redu (België) een station voor plaatsbepaling, verremeting en afstandsbediening heeft geïnstalleerd, zoals bepaald in de op 19 april 1966 ondertekende Overeenkomst,

Considérant que l'Agence est en voie d'étendre ses activités en Belgique et d'établir les installations à cet effet et qu'il importe en conséquence de prendre les mesures appropriées sur les plans juridique et matériel pour faire en sorte que l'établissement et l'opération des installations de l'Agence en Belgique, de même que l'affectation de son personnel, se fassent dans les meilleures conditions possibles.

Désireux de conclure un Accord complémentaire à l'Annexe I (privilèges et immunités) de la Convention afin de prévoir des dispositions particulières dont les installations de l'Agence peuvent bénéficier pour leur fonctionnement.

Sont convenus de ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — Objet de l'Accord

##### Article 1<sup>er</sup>

###### Objet

L'objet du présent Accord est de définir les conditions de l'installation d'établissements de l'Agence sur le territoire belge et de fixer les dispositions particulières concernant leur fonctionnement ainsi que celles concernant le personnel de l'Agence en Belgique.

##### Article 2

###### Sites

La Belgique facilite l'installation et le cas échéant l'agrandissement, sur des sites retenus par l'Agence, d'établissements qui sont nécessaires pour l'exécution de la mission de l'Agence telle qu'elle est définie dans la Convention. Des accords particuliers seront conclus, lorsque nécessaire, afin de fixer les conditions de mise à disposition et d'utilisation de certaines installations.

##### Article 3

###### Utilisation des sites

1. L'Agence a l'usage exclusif du terrain et des bâtiments qui seront construits sur les sites visés à l'article 2. L'Agence peut notamment, le cas échéant, clôturer le terrain concerné, y construire des routes, y installer et y posséder tous les équipements nécessaires au fonctionnement de l'établissement concerné et, sous réserve de la réglementation de la construction applicable en Belgique, y construire, posséder et exploiter les installations que l'Agence juge nécessaires au bon fonctionnement de cet établissement; elle peut en outre y arborer les panneaux, plaques et drapeaux qu'elle juge appropriés.

2. Il est entendu par les Parties que les droits d'utilisation du terrain, tels qu'ils sont arrêtés dans le présent article ou ailleurs dans le présent Accord, englobent également les droits d'accès nécessaires pour faciliter l'utilisation du terrain, tant par les agents de l'Agence que par les contractants et les visiteurs.

#### TITRE II. — Soutien général et communications

##### Article 4

###### Soutien général

1. La Belgique prend toutes les mesures nécessaires pour aider l'Agence à établir et à maintenir en bon état de fonctionnement ses établissements en Belgique.

2. Pour faciliter l'application locale du présent Accord, l'Agence coopère étroitement avec les représentants désignés par le Gouvernement et avec les autorités locales.

##### Article 5

###### Communications

1. L'Agence est habilitée à utiliser des systèmes de télécommunications sur le terrain dans le cadre de ses activités officielles. Le Gouvernement prend les mesures administratives appropriées pour faciliter l'installation et l'utilisation par l'Agence desdits systèmes de télécommunications conformément au droit et aux règlements nationaux et prend en particulier ses dispositions pour que les autorisations nécessaires relatives à l'installation et à l'utilisation des antennes fixes et mobiles et autres équipements de télécommunications par satellite soient délivrées en temps utile.

2. Toutes les communications officielles destinées à l'Agence ou à son personnel, ou émanant de ceux-ci, sous toutes leurs formes et quel qu'en soit le support, ne doivent pas faire l'objet de restriction et leur caractère confidentiel doit être respecté.

Overwegende dat het Agentschap aan een verdere uitbreiding van zijn werkzaamheden in België werkt en het de daartoe benodigde installaties aan het inrichten is, en dat het bijgevolg van belang is op juridisch en materieel gebied de vereiste maatregelen te treffen opdat de inrichting en de bediening van de installaties van het Agentschap in België, alsmede de aanstelling van het personeel, in zo gunstig mogelijke omstandigheden zou verlopen,

Wensende bij Bijlage I (voorrechten en immuniteten) van het Verdrag een aanvullende Overeenkomst te sluiten met de bedoeling bijzondere schikkingen te treffen welke de werking van de installaties van het Agentschap ten goede kunnen komen,

Zijn overeengekomen als volgt :

#### TITEL I. — Voorwerp van het Akkoord

##### Artikel 1

###### Doel

Dit Akkoord heeft tot doel de voorwaarden voor de inrichting van vestigingen van het Agentschap op Belgisch grondgebied te omschrijven en de bijzondere bepalingen met betrekking tot het functioneren van de vestigingen en deze met betrekking tot het personeel van het Agentschap in België vast te leggen.

##### Artikel 2

###### Lokaties

België vergemakkelijkt de inrichting en, in voorkomend geval, de uitbreiding op door het Agentschap gekozen lokaties, van vestigingen die nodig zijn voor de verwezenlijking van het doel van het Agentschap, zoals bepaald in het Verdrag. Indien nodig worden afzonderlijke overeenkomsten gesloten voor de vaststelling van de voorwaarden waaronder bepaalde installaties ter beschikking worden gesteld en ten gebruike gegeven.

##### Artikel 3

###### Gebruik van de lokaties

1. Het Agentschap heeft het alleengebruiksrecht van het terrein en van de gebouwen die op de in artikel 2 bedoelde lokaties zullen worden opgetrokken. Het Agentschap mag met name, zo daartoe aanleiding bestaat, het desbetreffende terrein omheinen, er wegen aanleggen, alle uitrustingen installeren en in bezit hebben die nodig zijn voor het functioneren van de betrokken vestiging en, onder voorbehoud van de in België geldende bouwvoorschriften, de installaties bouwen, in bezit hebben en exploiteren die het Agentschap nodig acht voor het behoorlijk functioneren van bedoelde vestiging; daarnaast mag het ook alle borden, platen en vlaggen aanbrengen die het passend acht.

2. De Partijen komen overeen dat onder de gebruiksrechten van het terrein, zoals vastgelegd in dit artikel of elders in dit Akkoord, ook begrepen zijn de rechten van toegang welke nodig zijn om het gebruik van het terrein te vergemakkelijken, zowel door de personeelsleden van het Agentschap als door de contractanten en bezoekers.

#### TITEL II. — Algemene ondersteuning en verbindingen

##### Artikel 4

###### Algemene ondersteuning

1. België stelt alles in het werk om het Agentschap te helpen bij de oprichting en het in goede werking houden van zijn vestiging in België.

2. Met het oog op een vlotte toepassing ter plaatse van dit Akkoord werkt het Agentschap nauw samen met de vertegenwoordigers van de Regering en met de plaatselijke overheden.

##### Artikel 5

###### Communicatiesystemen

1. Het Agentschap heeft het recht, in het kader van zijn officiële activiteiten, zich te bedienen van telecommunicatiesystemen die zich op het terrein bevinden. De Regering neemt de passende administratieve maatregelen ten einde de installatie en het gebruik door het Agentschap van bedoelde telecommunicatiesystemen te vergemakkelijken overeenkomstig het nationale recht en de nationale voorschriften, en doet in het bijzonder het nodige met het oog op de tijdige afgifte van de vereiste vergunningen voor de installatie en het gebruik van gerichte en draaiende antennes en andere uitrustingen voor televerbindingen per satelliet.

2. De officiële berichtgeving die voor het Agentschap of zijn personeel is bestemd of ervan uitgaat en die in eender welke vorm of langs eender welke gegevensdrager geschiedt, mag niet aan beperkingen worden onderworpen, en aan het vertrouwelijk karakter ervan mag niet worden geraakt.

**TITRE III. — Privilèges et immunités****Article 6****Représentant du Directeur général**

Le représentant du Directeur général de l'Agence en Belgique, ainsi que les membres de la famille à charge, bénéficieront des privilèges et immunités accordés aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques.

**Article 7****Procédures administratives**

1. Les membres du personnel de l'Agence ainsi que les membres de leur famille à charge ne sont pas soumis aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers.

2. Les membres du personnel de l'Agence qui n'exercent en Belgique aucune autre activité lucrative que celle résultant de leurs fonctions auprès de l'Agence, de même que les membres de leur famille à charge et n'exerçant en Belgique aucune occupation privée de caractère lucratif, ne sont pas soumis à la législation belge en matière d'emploi de la main-d'œuvre étrangère et en matière d'exercice par les étrangers des activités professionnelles indépendantes.

3. L'Agence notifie l'arrivée et le départ de ses agents. L'Agence notifie au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, une fois par an, les renseignements spécifiés ci-après au sujet de ses agents :

1. nom et prénom;
2. lieu et date de naissance;
3. sexe;
4. nationalité;
5. résidence principale (commune, rue, n°);
6. état civil;
7. composition du ménage;
8. cessation des fonctions.

Les modifications apportées à ces renseignements seront notifiées mensuellement.

Les agents et les membres de la famille à charge auront droit à une carte d'identité spéciale.

4. L'Agence remettra, avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, à ses agents une fiche mentionnant, outre leurs nom et adresse, le montant des traitements, émoluments, indemnités, pensions et rentes que l'Agence Spatiale Européenne leur a versés au cours de l'année précédente. Cette fiche, dont un double sera transmis avant la même date, à l'administration fiscale belge compétente mentionnera également l'impôt que l'Agence aura éventuellement perçu sur les traitements, émoluments et indemnités.

**Article 8****Fonds de Prévoyance**

Les activités de l'Agence concernant le Fonds de Prévoyance sociale sont considérées comme faisant partie des activités officielles dans le sens de l'article VII de l'Annexe I de la Convention.

**Article 9****Importation ou acquisition de véhicules**

1. L'Agence est exonérée de tous droits et taxes sur l'importation ou l'acquisition de ses véhicules officiels. Elle est également exonérée de la taxe de circulation, ou de toute taxe assimilée, pour les véhicules officiels qui seront immatriculés en série spéciale.

2. Sans préjudice des obligations qui découlent pour la Belgique des dispositions du Traité instituant la Communauté économique européenne et de l'application des dispositions juridiques et réglementaires, les agents de l'Agence jouissent du droit pendant la période de douze mois suivant leur première prise de fonctions en Belgique, d'importer ou d'acquérir dans le pays, en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée, les meubles meublants et une voiture automobile destinée à leur usage personnel.

3. Le Ministre des Finances du Gouvernement belge fixe les limites et les conditions d'application du présent article.

**Article 10****Responsabilité pour dommages**

1. La Belgique a un droit de recours contre l'Agence si la responsabilité juridique internationale de la Belgique est engagée du fait des activités de l'Agence liées aux établissements de l'Agence sur son territoire, à raison d'actes ou omissions de l'Agence ou de ses agents agissant ou s'abstenant d'agir dans les limites de leurs fonctions.

**TITEL III. — Voorrechten en immunities****Artikel 6****Vertegenwoordiger van de Directeur-Generaal**

De vertegenwoordiger van de Directeur-Generaal van het Agentschap in België, alsmede de gezinsleden te zijnen laste, genieten dezelfde voorrechten en immunities als de leden van het diplomatiek personeel van de diplomatieke zendingen.

**Artikel 7****Administratieve procedures**

1. De personeelsleden van het Agentschap, alsmede de gezinsleden te hunnen laste, zijn vrijgesteld van maatregelen die de immigratie beperken en van vreemdelingenregistratie.

2. De personeelsleden van het Agentschap die naast hun functie bij het Agentschap in België geen andere op gewin gerichte activiteit uitoefenen alsmede de gezinsleden te hunnen laste die evenmin een op gewin gerichte privé bezigheid hebben, vallen niet onder de Belgische wetgeving inzake de tewerkstelling van vreemde arbeidskrachten en de uitoefening door vreemdelingen van een zelfstandig beroep.

3. Het Agentschap meldt de aankomst en het vertrek van zijn personeelsleden. Het Agentschap doet aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking één maal per jaar mededeling van de onderstaande gegevens omtrent zijn personeelsleden :

1. naam en voornaam;
2. plaats en datum van geboorte;
3. geslacht;
4. nationaliteit;
5. eerste verblijfplaats (plaats, straat en nummer);
6. burgerlijke staat;
7. samenstelling van het gezin;
8. beëindiging van de functie.

Van wijzigingen aan deze gegevens wordt maandelijks mededeling gedaan.

De personeelsleden en de gezinsleden te hunnen laste hebben recht op een speciale identiteitskaart.

4. Vóór de 1e maart van elk jaar doet het Agentschap aan zijn personeelsleden een fiche toekomen waarop behalve hun naam en adres het bedrag van de salarissen, emolumenten, vergoedingen, pensioenen en renten staan aangegeven die het Agentschap hun in het voorbije jaar heeft uitbetaald. De fiche, waarvan voor dezelfde datum een dubbel aan de bevoegde Belgische belastingdienst wordt gestuurd, vermeldt eveneens de belasting die eventueel door het Agentschap wordt geheven op de salarissen, emolumenten en vergoedingen.

**Artikel 8****Fonds voor sociale verzekering**

De werkzaamheden van het Agentschap met betrekking tot het Fonds voor sociale verzekering worden beschouwd als deel uitmakend van zijn officiële werkzaamheden, in de zin van artikel VII van Bijlage I van het Verdrag.

**Artikel 9****Invoer of aankoop van voertuigen**

1. Het Agentschap is vrijgesteld van alle rechten en heffingen op de invoer of aankoop van dienstwagens. Het is ook vrijgesteld van verkeersbelasting of elke soortgelijke belasting, op dienstwagens met een speciale nummerplaat.

2. Onverminderd de verplichtingen die voor België uit de bepalingen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap voortvloeien en onverminderd de toepassing van de wetten en voorschriften hebben de personeelsleden van het Agentschap het recht om binnen een periode van twaalf maanden volgend op de eerste maal dat zij in België hun functie opnemen, meubelen en een voor persoonlijk gebruik bestemde personenauto vrij van belasting op de toegevoegde waarde in te voeren of alhier aan te kopen.

3. De Belgische Minister van Financiën bepaalt het kader en de voorwaarden voor de toepassing van dit artikel.

**Artikel 10****Aansprakelijkheid voor schade**

1. België heeft recht van verhaal op het Agentschap indien 's lands internationale juridische aansprakelijkheid in het geding is ten gevolge hetzij van de werkzaamheden van het Agentschap welke verband houden met zijn vestigingen op Belgisch grondgebied, hetzij van enig handelen of verzuim van het Agentschap of van enige handeling die de personeelsleden in het kader van hun functie hebben gesteld of nagelaten.

2. L'Agence est tenue responsable de tout préjudice ou dommage découlant des activités des établissements de l'Agence en Belgique. Sous réserve des dispositions de l'Annexe I de la Convention, cette responsabilité est régie par le droit belge, sans préjudice de tous droits contractuels de recours dont bénéficie l'Agence. A cet égard, l'Agence dégage la Belgique de toute demande d'indemnité en cas de dommages causés à des tiers.

#### Article 11

##### Renonciation à l'immunité

L'Agence applique l'article IV.1.a. de l'Annexe I de la Convention en ce sens qu'elle renoncera à son immunité dans tout différend prévu à l'article XXVI de ladite Annexe dont la somme contestée n'excède pas 10.400 (dix mille quatre cents) unités de compte, et qui n'aura pas pu être réglée à l'amiable sauf si, de l'avis du Conseil de l'Agence, le cas soulève une question de principe telle qu'il n'y a pas lieu de renoncer à l'immunité.

#### Article 12

##### Assurance et responsabilité

1. L'Agence souscrit une assurance en vue de couvrir les responsabilités découlant du présent Accord.

2. Le contrat d'assurance prévoit le droit pour toute personne n'appartenant pas au personnel de l'Agence et qui serait victime d'un dommage ou subirait un préjudice dont l'Agence serait responsable, d'intenter directement une action en dommages contre l'assureur.

### TITRE IV. — Consultations et règlement des différends

#### Article 13

##### Droit applicable

Sous réserve des dispositions de l'Annexe I de la Convention et de tous Accords complémentaires en vigueur entre le Gouvernement et l'Agence en vertu de l'article XXVIII de l'Annexe I de la Convention ou en application de l'article XIX de la Convention, les activités de l'Agence en Belgique sont régies par le droit belge.

#### Article 14

##### Consultations

Les Parties font tout leur possible, notamment en se consultant sans tarder et complètement, pour surmonter toutes difficultés éventuelles.

#### Article 15

##### Arbitrage

1. Tout différend né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, et qui n'aura pu être réglé directement par voie de consultation entre les Parties, peut être soumis par l'une ou l'autre des Parties à un tribunal d'arbitrage conformément aux termes des paragraphes 2 à 6 de l'article XVII de la Convention et à toutes dispositions additionnelles promulguées en vertu de celle-ci, au moment du dépôt de la requête. Si l'une des Parties a l'intention de soumettre un différend à un Tribunal d'arbitrage, elle en donne notification à l'autre Partie.

2. Pour les questions qui ne peuvent être résolues par référence au présent Accord ou à la Convention, le Tribunal d'arbitrage prévu au paragraphe précédent se réfère au droit belge.

#### Article 16

##### Comité consultatif

Un Comité consultatif conjoint, comprenant des représentants de l'Agence et des autorités belges concernées, est établi dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Accord. Ce Comité se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire de le faire afin de faciliter la mise en oeuvre du présent Accord. Le Président de ce Comité est désigné par le Ministre des Affaires étrangères belge.

### TITRE V. — Dispositions finales

#### Article 17

##### Dispositions finales

1. Chacune des Parties notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises par sa législation et réglementation pour la mise en vigueur du présent accord.

2. Het Agentschap is aansprakelijk voor elk nadeel of elke schade ten gevolge van de werkzaamheden in de vestigingen van het Agentschap in België. Behoudens de bepalingen van Bijlage I van het Verdrag valt deze aansprakelijkheid onder het Belgisch recht, onverminderd de contractuele rechten van verhaal die het Agentschap heeft. Het Agentschap stelt België dienaangaande vrij van elke eis tot schadevergoeding voor aan derden veroorzaakte schade.

#### Artikel 11

##### Afstand van immuniteit

Het Agentschap past artikel IV.1.a van Bijlage I van het Verdrag toe in die zin dat het afstand doet van zijn immuniteit in geval van enig geschil zoals bepaald in artikel XXVI van deze Bijlage, waarmee een bedrag is gemoeid dat 10.400 (tien duizend vierhonderd) rekeneenheden niet te boven gaat, en welk geschil niet in onderlinge overeenstemming kon worden geregeld, tenzij naar het oordeel van de Raad van het Agentschap, de zaak een zodanig belangrijk beginsel betreft dat hij er niet mede kan instemmen afstand te doen van de immuniteit.

#### Artikel 12

##### Verzekering en aansprakelijkheid

1. Het Agentschap sluit een verzekering af voor de aansprakelijkheden die uit dit Akkoord voortvloeien.

2. Het verzekeringscontract geeft eenieder die geen deel uitmaakt van het personeel van het Agentschap en aan wie schade of nadeel mocht zijn berokkend waarvoor het Agentschap aansprakelijk wordt gehouden, het recht zich rechtstreeks tot de verzekeraar te wenden met een eis tot schadevergoeding.

### TITEL IV. — Overleg en geschillenregeling

#### Artikel 13

##### Toepasselijk recht

Met inachtneming van de bepalingen van Bijlage I van het Verdrag en van alle aanvullende overeenkomsten die krachtens artikel XXVIII van Bijlage I van het Verdrag of overeenkomstig artikel XIX van het Verdrag tussen de Regering en het Agentschap van kracht zijn, is het Belgisch recht van toepassing op alle werkzaamheden van het Agentschap in België.

#### Artikel 14

##### Overleg

De Partijen stellen alles in het werk om eventuele moeilijkheden het hoofd te bieden, meer bepaald door onverwijld en uitgebreid overleg te plegen.

#### Artikel 15

##### Arbitrage

1. Elk geschil betreffende de uitlegging of toepassing van dit Akkoord, dat niet rechtstreeks in onderling overleg tussen de Partijen kon worden geregeld, kan door elk van beide Partijen worden voorgelegd aan een Scheidsgerecht, overeenkomstig het bepaalde in de leden 2 tot 6 van artikel XVII van het Verdrag en overeenkomstig alle aanvullende bepalingen die op het tijdstip van de indiening van het verzoek mochten zijn uitgevaardigd krachtens het Verdrag. Een Partij die een geschil aan het Scheidsgerecht wenst voor te leggen maakt haar voornemen bekend aan de andere Partij.

2. Voor vraagstukken waaromtrent in het kader van het Akkoord of het Verdrag geen uitsluitel kan worden gegeven, oordeelt het in alinea 1. bedoelde Scheidsgerecht naar het Belgisch recht.

#### Artikel 16

##### Adviescomité

Binnen drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit Akkoord wordt een gemeenschappelijk adviescomité opgericht dat bestaat uit vertegenwoordigers van het Agentschap en van de betrokken Belgische autoriteiten. Het Comité vergadert zo vaak als nodig met het oog op een vlotte uitvoering van dit Akkoord. De Voorzitter van het Comité wordt aangewezen door de Belgische Minister van Buitenlandse zaken.

### TITEL V. — Slotbepalingen

#### Artikel 17

##### Slotbepalingen

1. Elk van beide Partijen stelt de andere Partij ervan in kennis dat aan de in haar wetten en voorschriften vereiste procedures voor de inwerkingtreding van dit Akkoord is voldaan.

2. Le présent Accord peut être amendé à la demande de l'une ou l'autre Partie. Les amendements prennent effet à la date à laquelle l'une des Parties notifie à l'autre par écrit que la proposition d'amendement écrite faite par celle-ci a été approuvée en application de ses propres procédures.

3. Chaque Partie peut mettre fin au présent Accord avec un préavis de trois ans qui commencera à courir le premier janvier de l'année suivant l'année au cours de laquelle le préavis a été notifié.

4. Le présent Accord prend fin en cas de dissolution de l'Agence dans les conditions prévues à l'article XXV de la Convention.

5. En cas de dénonciation de la Convention par la Belgique conformément à l'article XXIV de la Convention, le présent Accord expire à la date à laquelle la dénonciation prend effet. Entre la date de la dénonciation et celle de sa prise d'effet, la Belgique s'engage à négocier avec l'Agence en vue de conclure un Accord spécial au sens de l'article XXIV.2 de la Convention. En attendant l'issue de ces négociations et jusqu'à la date où la dénonciation prend effet, les dispositions du présent Accord, ainsi que les droits et obligations en résultant, demeurent applicables.

En foi de quoi, les représentants respectifs de la Belgique et de l'Agence ont signé le présent Accord.

Fait à Paris le 26 janvier 1993, en double exemplaire, en langues française, et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique :

Pour l'Agence spatiale européenne :

2. Dit Akkoord kan worden gewijzigd op verzoek van een der Partijen. De wijzigingen treden in werking op de datum waarop een der Partijen de andere Partij er schriftelijk van in kennis stelt dat het door deze laatste gedane schriftelijk wijzigingsvoorstel is goedgekeurd overeenkomstig haar procedures.

3. Elke Partij kan dit Akkoord beëindigen mits zij een opzeggingstermijn van drie jaar in acht neemt, te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar volgend op het jaar waarin zij van haar voornemen kennis heeft gegeven.

4. Dit Akkoord neemt een einde in geval van ontbinding van het Agentschap onder de in artikel XXV van het Verdrag gestelde voorwaarden.

5. In geval van opzegging van het Verdrag door België, overeenkomstig artikel XXIV van het Verdrag, eindigt dit Akkoord op de datum waarop de opzegging ingaat. Tussen de datum van opzegging en de datum van inwerkingtreding neemt België op zich onderhandelingen aan te gaan met het Agentschap met het oog op een bijzondere overeenkomst, als bedoeld in artikel XXIV.2 van het Verdrag. In afwachting van de afloop van de onderhandelingen en tot op de datum waarop de opzegging ingaat, blijven de bepalingen van dit Akkoord alsmede de daaruit voortvloeiende rechten en verplichtingen van toepassing.

Ten blijke waarvan de respectieve vertegenwoordigers van België en het Agentschap dit Akkoord hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs op 26 januari 1993, in tweevoud, in de Nederlandse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor het Koninkrijk België :

Voor het Europees Ruimte-Agentschap :

F. 1999 — 3920

[99/15196]

**5 JUIN 1998. — Loi portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence de Coopération culturelle et technique, fait à Bruxelles le 16 novembre 1995 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** L'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence de Coopération culturelle et technique, signé à Bruxelles le 16 novembre 1995, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
E. DERYCKE

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. TOBBACK

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

Le Ministre des Transports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

N. 1999 — 3920

[99/15196]

**5 JUNI 1998. — Wet houdende instemming met het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Agentschap voor Culturele en Technische Samenwerking, gedaan te Brussel op 16 november 1995 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Zetelakkoord tussen het Koninkrijk België en het Agentschap voor Culturele en Technische Samenwerking, ondertekend te Brussel op 16 november 1995, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
E. DERYCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. TOBBACK

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Vervoer,  
M. DAERDEN

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS